

**Quatorzième session**

La Haye, 18-26 novembre 2015

**Cinquième élection des membres du Conseil de direction du
Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes****Note du Secrétariat**

1. Le Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes de crimes relevant de la compétence de la Cour et de leurs familles a été créé par l'Assemblée des États Parties dans sa résolution ICC-ASP/1/Res.6 du 9 septembre 2002. Le mandat du Conseil de direction figure dans l'annexe à la résolution.
2. La procédure de présentation des candidatures à l'élection et d'élection des cinq membres du Conseil de direction a été établie par l'Assemblée des États Parties dans sa résolution ICC-ASP/1/Res.7 du 9 septembre 2002. Conformément au paragraphe 6 de cette résolution, il doit être précisé dans chaque dossier de candidature de quelle manière le candidat remplit les exigences énoncées au paragraphe 1 de la résolution, c'est-à-dire qu'il soit choisi parmi des personnes jouissant d'une haute considération morale, connues pour leur impartialité et leur intégrité et ayant une compétence reconnue au niveau international en matière d'assistance aux victimes de crimes graves.
3. Conformément au paragraphe 8 de la résolution ICC-ASP/1/Res.7, chaque groupe régional dispose d'un siège au Conseil.
4. Conformément au paragraphe 10 de la résolution ICC-ASP/1/Res.7, tout sera mis en œuvre pour que les membres du Conseil de direction soient élus par consensus. En l'absence d'un consensus, l'élection a lieu au scrutin secret. Cette condition peut être levée si le nombre de candidats correspond au nombre de sièges à pourvoir, ou dans le cas des candidatures soutenues par les groupes régionaux respectifs, à moins qu'une délégation ne demande expressément qu'une élection donnée fasse l'objet d'un vote.
5. Le paragraphe 11 de la résolution ICC-ASP/1/Res.7 prévoit que, en cas d'égalité des voix pour un siège restant à pourvoir, il est procédé à un scrutin restreint limité à ceux des candidats qui ont obtenu un nombre égal de voix.
6. Le paragraphe 12 de la résolution ICC-ASP/1/Res.7 dispose qu'est élu le candidat de chaque groupe qui obtient le plus grand nombre de voix et la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants, sous réserve que la majorité absolue des États Parties constitue le quorum exigé pour le scrutin.
7. À sa deuxième séance, tenue le 9 mars 2015, le Bureau de l'Assemblée des États Parties a décidé que la période de présentation des candidatures pour la cinquième élection de membres du Conseil de direction s'ouvrirait le 19 mai et s'achèverait le 11 août 2015. À la fin de cette période, les conditions minimum de la présentation de candidatures à l'élection de membres du Conseil de direction n'avaient toujours pas été satisfaites. La période de présentation des candidatures a été prorogée de deux semaines, jusqu'au 25 août 2015.

8. Au 25 août 2015, les candidatures ci-après avaient été reçues :

États d’Afrique

- Blaak Sow, Mirjam (Ouganda)
- Bula-Bula, Sayeman (République Démocratique du Congo)
- Koïté Doumbia, Mama (Mali)

États d’Asie du Pacifique

- Noguchi, Motoo (Japon)

États d’Europe orientale

- Salihović, Goran (Bosnie-Herzégovine)

Groupe des États de l’Amérique latine et des Caraïbes

- Michelini, Felipe (Uruguay)

États d’Europe occidentale et autres États

- Helić, Arminka (Royaume-Uni)

9. Le 29 octobre 2015, l’Ambassade de Bosnie-Herzégovine a informé le Secrétariat du retrait de la candidature de M. Goran Salihović.

10. Conformément au paragraphe 7 de la résolution ICC-ASP/1/Res.7, on trouvera dans l’annexe au présent document les renseignements et documents relatifs aux candidats.

Annexe

Liste alphabétique des candidats (avec l’exposé de leurs qualifications)

Table des matières

<i>Nom et nationalité*</i>	<i>Page</i>
1. Blaak Sow, Mirjam (Ouganda)	3
2. Bula-Bula, Sayeman (République Démocratique du Congo)	6
3. Helić, Arminka (Royaume-Uni)	13
4. Koïté Doumbia, Mama (Mali)	16
5. Michelini, Felipe (Uruguay)	19
6. Noguchi, Motoo (Japon)	24

* * Et État de mise en candidature, sauf indication contraire.

1. Blaak Sow, Mirjam (Ouganda)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade de la République de l'Ouganda et la Mission permanente auprès de l'Union européenne présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à la note ICC-ASP/14/SP/08 du 13 mars 2015, a l'honneur d'informer le Secrétariat que le Gouvernement de l'Ouganda a décidé de proposer la candidature de l'Ambassadrice Mirjam Blaak Sow pour l'élection des membres du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes devant avoir lieu dans le cadre de la quatorzième session de l'Assemblée des États Parties, à La Haye, du 18 au 26 novembre 2015.

Vous trouverez, ci-joint, le curriculum vitae de l'Ambassadrice Mirjam Blaak Sow et l'énoncé de sa qualification.

Énoncé de qualification

Le présent énoncé est soumis en vertu du paragraphe 6 de la résolution de l'Assemblée des États Parties portant sur la procédure de présentation des candidatures à l'élection et d'élection des membres du Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes (ICC-ASP/1/Res.7), adoptée le 9 septembre 2002.

L'Ambassadrice Mirjam Blaak Sow répond aux critères énoncés au paragraphe 1 de la résolution susmentionnée, à savoir, « les candidats doivent jouir de la plus haute considération morale, être connus pour leur impartialité et leur intégrité et être compétents en matière d'assistance aux victimes de crimes graves. »

Au tout début de sa carrière, après l'obtention de sa maîtrise en droit, l'Ambassadrice Mirjam Blaak Sow a eu le privilège d'être affectée au bureau de Nairobi du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) à titre d'administratrice chargée de la protection. Ce poste a porté M^{me} Blaak Sow en contact direct avec des victimes de conflits et de troubles civils, celles-là mêmes pour lesquelles le Fonds a été créé. Dans ce rôle, M^{me} Blaak Sow a contribué à la conception de solutions pratiques pour améliorer le sort des victimes.

L'Ambassadrice Blaak Sow jouit de la plus haute considération morale et est connue pour son impartialité et son intégrité, comme le démontrent ses 34 ans de carrière, passés essentiellement dans les milieux internationaux.

M^{me} Blaak Sow a été nommée Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de l'Ouganda en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Union européenne en 2012. Auparavant, elle avait été Ambassadrice adjointe affectée à Bruxelles mais basée à La Haye représentant l'Ouganda auprès de toutes les institutions légales, y compris la Cour pénale internationale (CPI), la Cour internationale de Justice (CIJ) et la Cour permanente d'arbitrage (CPA), le Fonds commun pour les produits de base (FCPB) et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Un autre aspect clé de son mandat incluait la promotion du tourisme, du commerce, du transfert de technologies et des investissements, une expérience qui sera cruciale pour la défense et la promotion du Fonds.

L'Ambassadrice Blaak Sow a joué un rôle clé dans les préparatifs d'accueil de la Conférence de révision en Ouganda en 2010. Le processus incluait la préparation et coordination des visites aux communautés touchées au cours des mois précédant la Conférence. Ces visites ont rapproché la CPI et les États Parties des victimes, enrichissant le débat sur les problèmes des victimes dans le cadre des séances plénières de la Conférence de révision et des séances subséquentes de l'Assemblée des États Parties.

Auparavant, l'Ambassadrice Blaak Sow avait présenté l'œuvre de *Interplast Holland* au Fonds au profit des victimes. Interplast, une organisation vouée à la chirurgie réparatrice, a réhabilité de nombreuses victimes de crimes commis par l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA) dans le nord de l'Ouganda.

De plus, l'Ambassadrice Blaak Sow possède une grande expérience en collecte de fonds grâce à sa participation à divers conseils, ce qu'elle estime sera d'une grande utilité pour le Fonds.

L'Ambassadrice Blaak Sow est ancienne présidente du Conseil du Mécanisme d'intervention rapide pour l'administration de la justice, au sein duquel elle a été active depuis sa création. À ce titre, M^{me} Blaak Sow a joué un rôle clé dans le développement du Mécanisme et la formation de son personnel au niveau national de façon que celui-ci puisse réagir rapidement aux demandes d'enquête sur les violations de droits de la personne, notamment dans les cas de crimes sexuels et sexués, pour lesquels il existe maintenant une liste d'enquêteurs de premier plan prêts à intervenir à brève échéance.

L'Ambassadrice Blaak Sow est membre du Conseil d'administration de *Africa Legal Aid* (AFLA) ; à ce titre, elle se consacre à la bonification et au renforcement des efforts pour mettre fin à l'impunité et pour rendre justice aux victimes.

Ayant reçu une formation professionnelle en médiation juridique, l'Ambassadrice Blaak Sow a joué un rôle clé dans la mise en œuvre de l'article 86 sur la coopération entre la CPI et son pays, l'Ouganda, notamment dans le cadre de la première affaire renvoyée à la CPI. Ses compétences en médiation et en négociation ont maintes fois été sollicitées dans la recherche d'un consensus au sein du groupe de pays de la région d'Afrique.

L'Ambassadrice Blaak Sow collabore étroitement avec la Cour depuis 12 ans : elle a présidé des groupes de travail sur la représentation géographique équilibrée et la parité hommes-femmes, est très respectée dans les milieux diplomatiques pour ses inlassables efforts de représentation de l'Ouganda, de l'Afrique et des victimes, et entretient de bonnes relations de travail avec les juges et d'autres membres de la Cour.

Alors que le Fonds amorce la prochaine phase d'élargissement de son rayon d'action, la connaissance et compréhension de l'Ambassadrice Blaak Sow de la région d'Afrique, de sa complexité, des défis et possibilités qu'elle représente, ainsi que les contacts de M^{me} Blaak Sow auprès des gouvernements et de la société civile, représenteront un atout pour le Conseil.

Profil

- Avocate internationale avec plus de 30 ans d'expérience comme fonctionnaire et diplomate internationale
- Médiatrice juridique professionnelle dotée d'excellentes compétences en négociation
- Gestionnaire chevronnée dans les secteurs privé et public, douée d'un esprit d'entreprise
- Charismatique, aimable et énergique, des attributs hérités d'un parcours multiculturel, conséquence naturelle de sa citoyenneté mondiale
- Passionnée de justice et fière défenseuse des mécanismes judiciaires internationaux et de la coopération entre les États afin de traduire les coupables en justice et de faire justice aux victimes. Membre de plusieurs groupes de travail de la CPI et d'institutions judiciaires internationales
- Excellente connaissance de plusieurs langues européennes

Informations personnelles

Lieu de naissance : Zeist, Pays-Bas
 Nationalité : Ougandaise (nationalité néerlandaise révoquée)
 État civil : Mariée, un fils et deux filles

Formation

2010-2011 Université d'Amsterdam : Résolution alternative de litiges et médiation juridique, sous l'égide du *Netherlands Mediation Institute*
 1975-1981 Université d'Utrecht : Baccalauréat et maîtrise en droit : Droit néerlandais, spécialisation en droit international; Récipiendaire du prix de réalisations exceptionnelles

Expérience professionnelle

2012 à ce jour Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de l'Ouganda en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg et en Union européenne

2003 - 2012	Ambassadrice adjointe affectée à Bruxelles basée à La Haye représentant l'Ouganda auprès de toutes les institutions légales, y compris la Cour pénale internationale (CPI), la Cour internationale de Justice (CIJ) et la Cour permanente d'arbitrage (CPA), le Fonds commun pour les produits de base (FCPB) et l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC). Promotion du tourisme, du commerce, du transfert de technologies et des investissements
2000 - 2002	Consultante en gestion agissant comme conseillère financière auprès de Drillcon, entreprise danoise basée à Kampala et spécialisée dans le forage de puits d'eau
2000 - 2003	Représentante nationale auprès du Programme néerlandais de coopération pour la gestion (PUM) en Ouganda
1985 - 2003	Consultante en droit, marketing et gestion en Afrique de l'Est représentant des entreprises commerciales au Kenya, en Ouganda et au Soudan
1995 - 1996	Consultante pour l'Union européenne (UE) pour la promotion du tourisme en Ouganda ; production d'une vidéo de 26 minutes et d'autre matériel promotionnel
1990 - 2001	Propriétaire exploitante de Delmira Travel and Tours Ltd., agence de voyages accréditée auprès de l'IATA, et représentante officielle de Carlson Wagonlit et de Thomas Cook en Ouganda
1982 - 1985	Administratrice chargée de la protection pour le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) à Nairobi, au Kenya
1977 - 1982	En cours d'études, agente de bord pour KLM

Conseils de direction et autres organisations

2014 - à ce jour	Membre du <i>Brussels Business Club</i> , Cercle de Lorraine
2011 - à ce jour	Présidente élue (représentant l'Ouganda) au Conseil du Mécanisme d'intervention rapide pour l'administration de la justice, organisation intergouvernementale basée à Genève. Depuis 2008, membre désignée du Groupe politique représentant l'Ouganda. Depuis 2014, membre du Conseil exécutif du Mécanisme. En 2011, certifiée à titre privé comme experte en intervention rapide pour l'administration de la justice
2011 - à ce jour	Membre désignée du Conseil d'administration de <i>Africa Legal Aid (AFLA)</i> , ONG internationale vouée à la promotion des droits de la personne en Afrique. En février 2010, membre du Comité directeur de l'AFLA pour un programme politique de justice internationale
2010 - 2011	Membre de l'équipe d'experts chargée de la révision de la <i>Commonwealth Model Law</i> pour la mise en œuvre du Statut de Rome, proposée par le Secrétariat du Commonwealth et adoptée par la réunion des chefs de gouvernement des pays du Commonwealth (RCGC) en juin 2011
2007 - 2010	Initiatrice, intermédiaire et organisatrice, au nom de l'Ouganda, l'état hôte, de la Conférence de révision de la CPI, qui s'est déroulée avec succès en Ouganda en mai 2010
2009 - à ce jour	Présidente de la « table de l'Ouganda », de concert avec le bureau d'œuvres caritatives de la Rabobank, forum de discussion avec les clients fortunés de la banque sur les projets de développement en Ouganda
Décembre 2007	Élue par l'Assemblée des États Parties (CPI) à New York pour représenter l'Afrique au sein du jury chargé du concours architectural pour les locaux permanents de la CPI devant être construits à l'Alexander Kazerne à La Haye
Déc. 2003 - 2009	Élue directrice exécutive du Conseil exécutif par le Conseil des gouverneurs du Fonds commun pour les produits de base (FCPB), représentant six pays en Afrique de l'est et du sud
Juin 2006 - 2008	Membre désignée du <i>Peace Talks Support Committee (PTSC)</i> , présidé par le Ministère de la défense, à l'appui des négociations de paix de Juba entre la LRA et le Gouvernement de l'Ouganda

1997 - 2002	Membre fondatrice et Secrétaire du Conseil d'administration d'Interplast Ouganda, organisation non-gouvernementale œuvrant dans le secteur médical
1997 - 2002	Membre désignée du Conseil d'administration de l' <i>Uganda Wildlife Education Centre</i> , à Entebbe
1997 - 2001	Membre réélue et Vice-présidente du Comité de direction et du Conseil d'administration de l' <i>International School of Uganda</i>
1995	Consultante – a fourni des services à une équipe de hauts dirigeants de Hewlett Packard en mission de collecte de fonds en Ouganda en faveur de <i>Operation Raleigh</i> , une ONG britannique
1998 - 2000	Membre de la <i>Society for Incentive & Travel Experts</i> (SITE – Afrique de l'Est), organisation professionnelle internationale basée à New York

Langues

Excellente connaissance du néerlandais, de l'anglais, du français, de l'allemand ; connaissances de base du swahili

Passe-temps

Natation, golf, ski, voyages, lecture et activités sociales

2. Bula-Bula, Sayeman (République Démocratique du Congo)

[Original : français]

Note verbale

L'Ambassade de la République Démocratique du Congo près le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-duché de Luxembourg, Mission à l'Union Européenne présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des Etats parties au Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale et faisant suite à sa note verbale du 13 mars 2015, a l'honneur de lui transmettre le dossier de soumission de la candidature du Professeur Sayeman Bula-Bula afin de renouveler son mandat en qualité de membre du Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes.

Énoncé de qualités

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale de la République Démocratique du Congo présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des Etats Parties au Statut de Rome et a l'honneur de se référer à la décision du 09 mars 2015 du bureau de l'Assemblée des Etats Parties relative à l'élection des membres du Conseil de direction du fonds d'affectation spéciale au profit des victimes et à la note ainsi référencée ICC-ASP/14/SP/08 du Secrétariat des États Parties ayant trait à ladite élection afin de vous soumettre la candidature de M. Sayeman Bula-Bula, de nationalité congolaise, en vue de sa réélection en qualité de membre du Conseil de direction du Fonds d'affection au profit des victimes pour l'exercice 2015-2018.

Professeur de Droit international, notamment de droit international humanitaire, à l'Université de Kinshasa et à l'étranger depuis 1987, le candidat congolais a exercé un premier mandat de membre du Conseil de direction du Fonds d'affectation au profit des victimes (2012-2015), siégé en qualité de Juge ad hoc à la CIJ (2000-2002), presté ses services au titre d'expert international du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (1996-1998), assumé les fonctions de Président de la Commission nationale de lutte contre la corruption (2002-2004), exercé les fonctions de « Regional Representative » de l'*Africa Human Rights Network/Justice and Protection* (1990-1995).

Le Ministère saurait gré au Secrétariat de distribuer aux États Parties du Statut de Rome le curriculum vitae de M. Sayeman Bula-Bula, joint à la présente note, qui contient des indications attestant qu'il satisfait aux conditions objectives et subjectives exigées par les résolutions pertinentes de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome.

Profil

- Professeur ordinaire à l'Université de Kinshasa, République démocratique du Congo (1987-)
- Ancien Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice (2000-2002)
- Membre de la Cour permanente d'Arbitrage (2001- 2019)
- Membre du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes (CPI) (2012-2015)
- Membre du Comité de rédaction de l'Annuaire africain de droit international (2003-)

Statut personnel

Nom : BULA-BULA
 Prénom : Sayeman
 Lieu et date de naissance : Ebonda (Congo), 31 août 1950
 Statut matrimonial : Marié et père de deux (2) enfants
 Nationalité : Congolaise
 Profession : Professeur d'université
 Autres activités professionnelles : Expert-consultant de divers organismes gouvernementaux, non gouvernementaux et internationaux

Formation universitaire

1986 Docteur en droit de l'Université de Louvain
 1976 Licencié en droit de l'Université de Kinshasa
 1973 Gradué en droit de l'Université de Kinshasa
 Titulaire de certificats divers

Expérience professionnelle au niveau national*Autorité administrative*

2002 Président de la Commission nationale de lutte contre la corruption (2002-2004)

Autorité académique

1995 Secrétaire général administratif (1995-1996) de l'Université de Kinshasa
 Membre du Conseil de direction, Secrétaire général académique par interim et recteur suppléant (octobre 1995 et mars 1996)
 1994 Vice-doyen de la Faculté de droit de l'Université de Kinshasa (1994-1995), responsable de l'organisation de l'instruction pratique et théorique ; membre du Conseil de faculté et doyen suppléant
 1988 Secrétaire académique de la Faculté de droit de l'Université de Kinshasa, responsable de programme d'enseignement (1988-1994)

Enseignant

1998 « Professeur ordinaire », 1998 à ce jour
 1992-1997 « Professeur »
 1988-1992 « Professeur associé »
 1976-1980 « Assistant »

Consultant

2009 Expert consultant au Ministère des Hydrocarbures pour la définition de la limite extérieure du plateau continental
 2008 Expert consultant du Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale
 1998-2001 Consultant auprès du Ministère de l'Énergie pour l'élaboration du protocole d'accord de collaboration scientifique entre la République démocratique du Congo, d'une part, et les universités de Miami et de Syracuse des États-Unis d'Amérique, d'autre part, dans le cadre du projet géosciences dans les lacs Edward-Albert-Tanganyika (GEOLAT, 1998-2001), composante du programme *International Decade for East African Lakes (IDEAL)*, 1993-2003, juillet-août 1998

- 1998 Consultant auprès du Ministère du développement de l'Industrie pétrolière, chargé de l'étude du dossier de délimitation des frontières maritimes de la République démocratique du Congo, juillet 1998
- 1989 Expert agréé par la Banque mondiale pour le troisième projet Eau, Zaïre - Banque mondiale, crédit 1939, ZR, Offre pour l'élaboration d'un code de l'eau au Zaïre (1989-1994)

Expérience professionnelle au niveau international

Expert international

- 2010 Professeur invité par le Tribunal international du droit de la mer pour la conférence sur « Actualité du droit de la mer dans les États de la côte Atlantique d'Afrique », Hambourg (RFA), 2 septembre 2010
Participant à la Journée d'études Berman « Colonialisme et droit international, passions, ambivalence et nationalisme », Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, 25 mars 2010 ;
- 2003 Membre du Panel pour l'arbitrage des litiges relatifs aux ressources naturelles et à l'environnement de la Cour permanente d'Arbitrage 2003 -
- 2001 Membre de la Cour permanente d'Arbitrage (La Haye), depuis 2001 -
Membre du Tribunal arbitral spécial pour la pêche maritime, depuis 2001 -
- 2000 Juge ad hoc à la Cour internationale de Justice, affaire du Mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (RDC c. Belgique 2000-2002)
- 1999 Membre du Tribunal arbitral spécial pour la protection et la préservation du milieu marin agréé par le PNUE pour l'arbitrage spécial, depuis le 20 janvier 1999
- 1997 Coordonnateur (niveau L.4) du projet de « promotion de l'État de droit », du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme, en République d'Haïti (de 1997 à 1998)
- 1996 Coordonnateur du projet de chaire de droits de l'homme et du droit international humanitaire, du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme, à l'Académie militaire de Bujumbura (Burundi), 1996
Animateur du Séminaire de droit international humanitaire destiné aux officiers des Nations Unies organisé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme, (Genève, 27 juillet au 3 août 1996)
Animateur du Séminaire de droit international humanitaire à l'intention du Haut Commandement des Forces armées du Togo, organisé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme (Lome, 20-27 octobre 1996)

Membre de sociétés scientifiques

- 2007 Membre du Conseil scientifique national de la République démocratique du Congo
- 2002 Membre du Comité de rédaction de l'Annuaire africain de droit international (La Haye), *African Yearbook of International Law*, 2002-
- 1993 Membre de la Société africaine de droit international et comparé (Londres), de 1993-2000
- 1992 Membre co-fondateur du réseau francophone « Droit de l'environnement », (Montréal, 1992, à ce jour)

Membre d'autres associations

- 2003 Membre du Wilton Park International Association (Londres, 2003 à ce jour)

Activités diplomatiques multilatérales

- 2009 Membre de la délégation de la COHYORO (RDC) 21 Yaoundé en vue de la délimitation de la limite extérieure du plateau continental, Yaoundé, du 10 au 16 janvier 2009
- 2008 Candidat de la République démocratique du Congo aux élections de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité des Nations Unies pour la Cour internationale de Justice, nov.
- 2008 Intervenant de la délégation de la RDC à l'issue du rapport du président de la Cour internationale de Justice devant l'Assemblée générale des Nations Unies ; New York, 30 octobre 2008
- 2008 Chef de la délégation de la RDC à la 18^e réunion des États parties à la convention des Nations Unies sur le droit de la mer, New York, du 13 au 20 juin 2008

- Membre de la délégation de la RDC au Sommet de l'Union africaine à Sharm El-Sheik (Égypte), 25 au 30 juin 2008
- 2008 Participant à la Conférence des Nations Unies sur la pêche en haute mer, New York, du 16 au 20 mars 2008
- Délégué de la RDC à la septième série de consultations officieuses des États parties à l'accord aux fins de l'application des dispositions de la convention des Nations Unies sur le droit de la mer du 10 décembre 1982 relatives à la conservation et à la gestion des stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et des stocks de poissons grands migrateurs, New York, 11-12 mars 2008
- 2007 Expert invité à la réunion des 20 et 21 juin 2007 (Tripoli) par l'Union africaine sur le projet de création des États-Unis d'Afrique
- 1998 Délégué de la République démocratique du Congo au 34^e Sommet de l'OUA ayant adopté le protocole additionnel à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif à la création de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, tenu du 2 au 10 juin 1998 à Ouagadougou (Burkina Faso)
- 1998 Animateur principal au Séminaire conjoint OUA/CICR/ONU/UE sur « Les conflits anarchiques » organisé à l'intention des représentants permanents auprès du Conseil de sécurité de l'ONU et auprès de l'OUA, Addis-Abeba, Éthiopie, 30-31 mars 1998

Activités scientifiques internationales

- 2013 Invité de la Cour permanente d'Arbitrage au séminaire sur le Cinquantenaire du Palais de la paix, 11 octobre 2013
- 2013 Participant à la X^e session du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes (CPI), 19-21 mars
- 2012 Membre de la délégation congolaise à la onzième réunion des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale
- 2009 Membre du Jury de thèse sur « La gestion des forêts dans la perspective du développement durable », Faculté de droit de l'Université de Louvain-la-Neuve, 27 mars 2009
- 2009 Invité de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne à l'occasion de la présentation de l'ouvrage : « La France dans le monde : puissance ou influence » ; 10 février 2009
- 2008 Co-promoteur du projet de recherche conjoint Université de Kinshasa-Université libre de Bruxelles (en flamand) sur « La méthodologie de recherche en droit international », janvier 2008
- 2007 Participant au Symposium des 10 et 11 mai 2007 organisé par l'Université du Texas et l'Université de Californie à la Cour permanente d'Arbitrage (La Haye) sur « Multiple Parties, Multiple Problems »
- 2006 Co-promoteur du projet de coopération interuniversitaire UNIKIN-VLIR-UOS avec le professeur Stefaan Smis pour l'élaboration du premier recueil des traités conclus par le Congo (1960-1980) avec d'autres sujets de droit international
Invité d'honneur, 7th International Conference of Chief Justices of the World, Lucknow, Inde, 8-11 décembre 2006
- 2005 Invité d'honneur, 6th International Conference of Chief Justices of the World, Lucknow, Inde, 9-13 décembre 2005
Invité à la 784^e Wilton Park Conference on Promoting Good Governance and Development in Conflict - Affected Countries : The Role of Parliament and Government, Winston House, juin 2005
- 2003 Participant à la conférence du Foreign and Commonwealth Office (Wilton Park) sur les pays en situation post-conflit, septembre 2003
- 2001 Animateur à la conférence du Foreign Office (Wilton Park) sur la Justice en Afrique (août 2001)
- 2000 Principal conférencier à la Journée de réflexion du 28 octobre 2000 sur les « Perspectives de paix en Angola et en République Démocratique du Congo », organisée par le Comité Afrique australe, Brussels Center of African Studies de l'Université Libre de Bruxelles et de la Vrije Universiteit Brussel
- 1999 Conférencier au quatrième Symposium mondial relatif à la pensée de Muammar Al Ghadafi « Le livre vert et la crise de la communauté internationale au seuil du XXI^e siècle », Tripoli, Libye, 29 novembre au 3 décembre 1999 ; Animateur à

- l'Atelier régional sur le renforcement des capacités des sciences de la mer et la gestion rationnelle et durable des ressources côtières et marines, Angola, RDC et Côte d'Ivoire, Kinshasa, 23-26 février 1999
- 1998 Participant au Colloque sur « L'intervention d'un média de paix étranger dans une zone de conflits : quelle légitimité ? », Fondation Hirondelle, Cartigny, Genève, 3-5 juillet 1998
- 1997 Animateur principal au panel sur « l'État de droit en Afrique », au neuvième Congrès de la Société africaine de droit international et comparé « Les techniques juridiques pour la mise en œuvre de l'État de droit en Afrique », Abidjan, Côte d'Ivoire, août 1997
- 1995 Participant au septième Congrès de la Société africaine de droit international et comparé sur « L'intégration régionale en Afrique comme solution aux problèmes économiques du continent », Johannesburg, Afrique du Sud, août 1995
Participant à la Réunion d'évaluation du projet « Droit de l'environnement », AUPELF - UREF, Louvain-la-Neuve, Belgique, septembre 1995
- 1994 Animateur principal au Séminaire-Atelier sur « Les enfants et les conflits en Afrique centrale », Kinshasa, novembre 1994
Conférencier au sixième Congrès de la Société africaine de droit international et comparé sur « L'OUA et l'Afrique de l'an 2000 ; Règlement des conflits et protection des personnes déplacées », Kampala, Ouganda, septembre 1994
Participant à la Réunion d'évaluation du projet « Droit de l'environnement », AUPELF-UREF, Louvain-la-Neuve, Belgique, juin 1994
- 1993 Conférencier au cinquième Congrès de la Société africaine de droit international et comparé sur « L'Afrique, l'OUA et le Nouvel ordre mondial » Accra, Ghana, septembre 1993
Participant à la Réunion d'évaluation du projet « Droit de l'environnement », AUPELF-UREF, Louvain-la-Neuve, Belgique, juin 1993
- 1992 Animateur au cinquième Séminaire régional africain de droit international humanitaire organisé par le Comité international de la Croix-Rouge (Yaoundé, Cameroun, novembre 1992)
Participant aux deux Journées d'études francophones de l'AUPELF-UREF et à la création du Réseau francophone « Droit de l'environnement » (Montréal, août-septembre 1992)
- 1991 Ambassadeur et membre du collectif de dix personnalités congolaises chargées d'animer la Campagne mondiale du CICR pour la protection des victimes de la guerre, Kinshasa, novembre 1991
- 1989 Animateur au deuxième Séminaire régional d'Afrique centrale organisé par le Comité international de la Croix-Rouge sur le droit international humanitaire, Kinshasa, avril 1989
- 1988 Animateur au premier Séminaire régional d'Afrique centrale organisé par le Comité International de la Croix-Rouge sur le droit international humanitaire, Kinshasa, mars 1988
- 1983 Participant à la Conférence européenne sur « Le nouveau droit de la mer et l'environnement dans le contexte européen » organisé par la Commission européenne, Bruxelles, janvier 1983

Principales publications et travaux scientifiques

Droit de la mer et droit de l'environnement

- 2012 Perspectives de la délimitation du plateau continental sur la côte Atlantique africaine, *L'observateur des Nations unies*, 2012-2, vol. 33
- 1999 L'odyssée du droit de la mer dans les abysses, *Liber Amicorum Mohammed Bedjaoui*, La Haye, Kluwer Law International, 1999, pp. 63-147
- 1996 Les institutions de gestion des forêts au Zaïre, Colloque du réseau « Droit de l'environnement » à Limoges, (France, novembre 1994), *Droit, Forêt et développement durable*, Bruxelles, Bruylant, 1996, pp. 293-306
L'infortune du Comité de pêche du golfe de Guinée, « *L'intégration régionale est-elle une solution aux problèmes économiques de l'Afrique ?* », Actes du huitième Congrès de la Société africaine de droit international et comparé, 1996, pp. 253-260
- 1992 Le nouveau droit de la mer dans le contexte économique du Zaïre, Bruxelles, Bruylant, 110 pp

- 1989 Les États sans littoral et le droit de la mer, Conférence-débat, Bangui, Université de Bangui, République centrafricaine, 26 janvier 1989, 15 pp
- 1990 L'Europe de 1992 et ses implications sur la coopération euro-africaine en matière maritime, communication au Séminaire international sur l'Europe de 1992 et l'Afrique, Kinshasa, Université de Kinshasa, 5-8 novembre 1990, 27 pp
- 1988 Le nouveau droit de la mer au regard de l'Afrique, Conférence-débat, Kinshasa, Université de Kinshasa, 17 mai 1988, 20 pp
Les normes de la qualité des eaux en droit comparé, communication au Premier Symposium national sur les normes de La qualité des eaux, Comité national d'action de l'eau et de l'assainissement, Kinshasa, 9-14 mai 1988, 34 pp

Droit international de la paix, de la sécurité internationale et des droits de l'homme

- 2012 La réforme du Conseil de sécurité : une perspective africaine, *L'observateur des Nations unies*, 2012-1, vol. 32, pp. 238-273
- 2010 *Droit international humanitaire*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2010, 404 pp ;
- 2009 Les élections à la Cour internationale de Justice du 6 novembre 2008 : la théorie et la pratique, *Revue de droit africain*, n° 49, 2009, pp. 3-65
- 2007 Le projet des États-Unis d'Afrique : Utopie ou réalité ?, Conférence d'experts de Tripoli de 20 et 21 juin 2007
- 2006 *Liber Amicorum Marcel Lihau* (directeur scientifique), Kinshasa, Presses de l'Université de Kinshasa, Bruxelles, Bruylant, 2006, 523 pages
Senegalese Jurisdiction versus Belgian Universal Jurisdiction, Judgment of November 25, 2005 of the Court of Appeals of Dakar concerning the lack of Jurisdiction in the Extradition of Mr. Hissene Habre, *Liber Amicorum Marcel Lihau*, Kinshasa, Presses de l'Université de Kinshasa, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 319-334
Esquisse sur le concept d'« État de droit », *Liber Amicorum Marcel Lihau*, Kinshasa, Presses de l'Université de Kinshasa, Bruxelles, Bruylant, 2006, pp. 335-376
- 2005 L'arrêt du 25 novembre 2005 de la Cour d'appel de Dakar relatif à l'exception d'incompétence dans l'extradition de M. Hissene Habre, *Revue de droit africain* n° 36, octobre 2005, pp. 301-316
Mise hors-la-loi ou mise en quarantaine des gouvernements anticonstitutionnels par l'Union africaine 7, *African Yearbook of International Law*, vol. 11, 2003, pp. 23-78
- 2004 Les immunités pénales et l'inviolabilité du ministre des Affaires étrangères en droit international. Principe - Caractère - Portée - Exceptions - Limites - Sanctions. (Affaire du mandat du 11 avril 2000. République démocratique du Congo c. Royaume de Belgique, CIJ, arrêt du 14 février 2002), Kinshasa, Presses de l'Université de Kinshasa, 2004, 186 pp
L'accord de Pretoria du 31 juillet 2002 et le protocole de Luanda du 6 août 2002 relatifs au règlement du conflit armé contre la République démocratique du Congo, *Annales de la Faculté de droit*, vol. XI-XXVII, 2004, pp. 53-68 ;
- 2002 Opinion individuelle jointe à l'arrêt du 14 février 2002 relative à l'affaire du Mandat d'arrêt du 11 avril 2000, (RDC c. Royaume de Belgique), Cour internationale de Justice, Recueil, 2002, pp 100-136
- 2000 Opinion dissidente jointe à l'ordonnance du 8 décembre 2000 relative à l'affaire du Mandat d'arrêt du 11 avril 2000, (RDC c. Royaume de Belgique), Cour internationale de Justice, Recueil 2000, pp, 218-228
La seconde « onusation » du Congo, *Perspectives de paix en Angola et en République démocratique du Congo*, Actes de la Journée de réflexion du 28 octobre 2000 organisée par le Comité Afrique australe, le Brussels Center of African Studies de l'Université Libre de Bruxelles et la Vrije Universiteit Brussel (non publié)
- 1999 La contribution de l'accord de Syrte du 18 avril 1999 au règlement des différends dans la région des Grands Lacs, Actes du quatrième Symposium mondial sur la pensée de Muammar Al Ghadafi « *Le livre vert et la crise de la communauté internationale au seuil du XXI^e siècle* », Tripoli, Libye, 29 novembre au 3 décembre
Le droit international humanitaire, cours au Séminaire du Cinquantenaire de la déclaration universelle des droits de l'homme organisé par la Faculté de droit de l'Université de Kinshasa et le Bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies aux

- droits de l'homme au Congo, *Droits de l'homme et droit international humanitaire*, Kinshasa, Presses de l'Université de Kinshasa, 1999, pp. 131-173
- L'accord de Syrte du 18 avril 1999 pour le règlement des différends dans les Grands Lacs - Note de lecture, *Revue africaine de droit international et comparé*, vol. 11, n° 3, octobre 1999, pp. 418-436
- La Cour pénale internationale envisagée dans ses rapports avec le Conseil de sécurité des Nations Unies, *L'Afrique et les enjeux de la mondialisation*, African Society of International and Comparative Law, Proceedings 11 (1999), pp. 321-333
- L'ambiguïté de l'humanité en droit international*, Leçon inaugurale à l'occasion de la rentrée académique 1998-1999 des Universités officielles du Congo, Académie des Beaux-Arts, Kinshasa, 1999, 19 pp
- Universalisme et régionalisme en droits de l'homme et des peuples, Actes des Neve Journées philosophiques de Kimwenza, Faculté de philosophie Saint Pierre Canisius, Kinshasa, Édition Loyola, 2000, pp. 73-82
- 1998 Ébauche de la notion de « conflit anarchique », *Mise en œuvre du droit international humanitaire dans le contexte des conflits dits anarchiques*, Actes du cinquième séminaire conjoint OUA-CICR à l'intention des ambassadeurs accrédités auprès de l'OUA élargi aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU et au Conseil de l'Europe, Addis Ababa, New Conference Centre - ECA, lundi 30 - mardi 31 mars, 1998, Oman, Vision Africa, 1998, pp. 55-64
- The Uncertain Role of the « Civil Society » in the Resolution of an « Anarchic Conflict », *ibid*, pp. 103-109
- Le « conflit anarchique » en question, *Revue de droit africain* (Bruxelles), no 7 juillet 1998, pp. 232-242
- Le rôle incertain de la société civile dans le règlement des conflits internes, *L'Etat de droit en Afrique (À l'orée de l'an 2000. Quelles perspectives?* Actes des premières journées juridiques africaines de Bruxelles, 25-26 septembre 1998, Katholiek Universiteit Brussel, Bruxelles, RDJA, 2000
- 1997 La doctrine d'ingérence humanitaire revisitée, *Revue africaine de droit international et comparé*, vol. IX, no 3, septembre 1997, pp. 600-638
- Remarques liminaires sur l'acte constitutionnel. Haïti : La constitution de 1987 et les droits de l'homme, *Actes du colloque international (MICIVIH-PNUD)*, des 28-29 avril 1997 tenu à Port-au-Prince, Édités par la Mission civile internationale en Haïti, OEA/ONU, 1998, pp. 29-32
- 1995 Le parapluie humanitaire de l'enfant, *Revue interdisciplinaire des droits de l'homme*, vol. I, n° 1, 1995, pp. 5-23
- 1994 Faut-il instituer un mécanisme juridictionnel africain de règlement des différends ? *African Society of International and Comparative Law*, Proceedings 6 (1994), pp. 21-55
- L'idée d'ingérence à la lumière du nouvel ordre mondial, *Revue africaine de droit international et comparé*, vol. VI, n° 1, 1994, pp. 14-44
- 1993 L'ordre juridique à l'épreuve des réalités, *Revue africaine de droit international et comparé*, vol. V, n° 1, 1993, pp. 67-83

Principaux enseignements au Congo et à l'étranger

- 2010 Actualité du droit de la mer sur la côte Atlantique africaine, Cours au Tribunal international du droit de la mer, Hambourg (Allemagne), septembre 2010
- 2000 Cours de droit international public, Vrije Universiteit Brussel, octobre 2000
- 1990-1993 Cours de droits de l'homme, Facultés catholiques de Kinshasa, 1990-1993
- 1987-2010 Cours de droit international humanitaire, Faculté de droit, Université de Kinshasa, RDC;
- Cours de droit de la mer, Faculté de droit, Université de Kinshasa, RDC
- 1988-1990 Cours de droit de la mer, Faculté de droit et des sciences économiques, Université de Bangui, République centrafricaine, 1988-1990

Distinctions honorifiques

- 2007 Acknowledgment of the active participation and valuable contribution at the 8th International Conference of the Chief Justices of the World, Lucknow, Inde, 7-12 décembre 2006

- 2005 Acknowledgment the active participation and valuable contribution at the 6th International Conference of the Chief Justices of the World, Lucknow, Inde, 9-13 décembre 2005
Diplôme d'honneur de « Formateur pacifiste » décerné par le Réseau congolais pour la promotion et la défense des droits humains et des libertés académiques ;
- 1999 Certificat de « Meilleur africaniste » décerné par le Club des africanistes de l'Université de Kinshasa

3. Helić, Arminka (Royaume-Uni)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade de Sa Majesté Britannique présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, se référant à sa note ICC-ASP/14/SP/08, à l'honneur d'informer le Secrétariat que le Royaume-Uni a décidé de présenter la candidature de Mme la baronne Arminka Helić à l'élection des membres du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes, qui doit se tenir durant la quatorzième session de l'Assemblée des États Parties à La Haye du 18 au 26 novembre 2015.

Le Royaume-Uni considère que la baronne Helić réunit toutes les conditions requises au paragraphe 1 de la résolution ICC-ASP/1/Res.7. Elle jouit d'une haute considération morale, est connue pour son impartialité et intégrité, et a une grande expérience en matière d'assistance aux victimes de crimes graves. Mme Helić a rejoint la Chambre des Lords en septembre 2014. Elle a précédemment été Conseillère spéciale principale auprès de l'ancien ministre des Affaires étrangères britanniques M. William Hague. Le Royaume-Uni communiquera des documents à l'appui de la candidature de Mme la baronne Helić en temps voulu.

Énoncé des qualifications

Le présent énoncé est présenté au titre du paragraphe 6 de la résolution de l'Assemblée des États Parties relative à la Procédure de présentation des candidatures à l'élection et d'élection des membres du Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes (ICC-ASP/1/Rés.7).

Madame la Baronne Helić satisfait pleinement aux critères de désignation énoncés au paragraphe 1 de la résolution susmentionnée : grande rigueur morale, impartialité et intégrité et elle possède des compétences dans le domaine de l'assistance aux victimes de formes graves de criminalité.

Madame la Baronne Helić possède une vaste expérience du travail d'assistance aux victimes de crimes graves. En tant que Conseiller principal du ministre britannique des Affaires étrangères de l'époque, William Hague, elle a été responsable de la mise en place de la *Preventing Sexual Violence Initiative* (Prévention des violences sexuelles) (de mai 2012 jusqu'aujourd'hui) et est intervenue en tant que conseiller à toutes les étapes de cette Initiative, depuis le Protocole international sur la recherche de documentation et les recherches dans le domaine de la violence sexuelle dans les conflits jusqu'au Sommet mondial destiné à mettre fin aux violences sexuelles dans les conflits (en juin 2014).

En tant que Conseiller principal du ministre britannique des Affaires étrangères, Madame la Baronne Helić a donné des conseils sur la politique étrangère du Royaume-Uni sous tous ses aspects ; elle a accompagné le ministre des Affaires étrangères au cours de visites officielles dans plus de 70 pays ce qui lui a permis d'acquérir en direct une vaste expérience des organismes multilatéraux et de guider l'élaboration et la mise en œuvre de la politique tout en représentant le ministre des Affaires étrangères au niveau politique.

Depuis sa nomination en tant que membre de la *House of Lords* (Chambre des Lords), Madame la Baronne Helić a poursuivi son engagement vis-à-vis des victimes de crimes graves, notamment en proposant et en obtenant la mise en place du premier Comité parlementaire du Royaume-Uni sur les violences sexuelles dans les conflits. Elle est

membre du Comité de direction externe qui conseille le représentant spécial du Premier ministre en matière de violences sexuelles dans les conflits.

Madame la Baronne Helić est l'un des administrateurs de JP.D.H London Ltd., une société à but non lucratif privilégiant les activités humanitaires et philanthropiques internationales concernant entre autres les violences sexuelles dans les conflits, la prévention des conflits, les réfugiés et l'apatridie.

La longue expérience du service public acquise par Madame la Baronne Helić et son engagement dévoué en faveur du soutien aux survivants de crimes graves témoignent de sa grande rigueur morale, de son impartialité et de son intégrité.

Expérience professionnelle

- Jun 2015 Comité de direction du *Foreign and Commonwealth Office* pour l'Initiative sur la prévention des violences sexuelles (*Preventing Sexual Violence Initiative - PSVI*)
- Membre du Comité de direction externe chargé de conseiller le Représentant spécial du Premier ministre sur la question des violences sexuelles dans les conflits.
 - Mission de conseil en matière de développement et de mise en œuvre de la PSVI qui vise à mettre fin à l'impunité pour les violences sexuelles liées aux conflits et à renforcer le soutien international aux survivants.
- Mai 2015 JP.D.H London Ltd
- Administrateur d'une société à but non lucratif privilégiant les activités humanitaires et philanthropiques concernant notamment les réfugiés, l'apatridie, les violences sexuelles dans les conflits et la prévention des conflits.
- Mars 2015 Comité d'enquête *ad hoc* sur les violences sexuelles dans les conflits
- A proposé et obtenu la création du premier Comité parlementaire du Royaume-Uni sur les violences sexuelles dans les conflits
 - A reçu mission d'examiner le soutien du Royaume-Uni pour la réintégration des survivants de violences sexuelles en luttant notamment contre la stigmatisation et en atténuant les problèmes de santé, ainsi que d'évaluer l'Initiative du Gouvernement du Royaume-Uni sur la prévention des violences sexuelles.
- Sept 2014 Membre de la Chambre des Lords (*House of Lords*). Nommée Pair à vie du Parlement du Royaume-Uni
- 2014 – 2015 Conseiller spécial principal, *Cabinet Office*
- Conseiller principal du Leader de la Chambre des Communes, du Ministre d'État et du représentant spécial du Premier ministre pour la prévention des violences sexuelles dans les conflits, *Cabinet Office*, le Très Honorable William Hague, MP
 - A été conseiller du Ministre d'État au sujet du rôle du Conseil de la sécurité nationale
 - Principal conseiller pour la *PSVI* au sein de *Whitehall* (administration centrale) pour ce qui est tout particulièrement de la définition de la politique du Gouvernement du Royaume-Uni relativement à la *PSVI*
- 2010 – 2014 Conseiller spécial principal, Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth
- Conseiller principal du Ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni, le Très Honorable William Hague, MP
 - A été conseiller sur tous les aspects de la politique étrangère du Royaume-Uni. A agi comme un véritable Chef de cabinet politique, en définissant et en mettant en œuvre la politique et en représentant également le Ministre des affaires étrangères au niveau politique
 - A accompagné le Ministre des Affaires étrangères à l'occasion de visites officielles dans plus de 70 pays

- Possède une vaste expérience directe des organismes multilatéraux et notamment du Conseil de sécurité des Nations Unies, de l'Assemblée générale des Nations Unies, des Ministres des affaires étrangères de l'OTAN, du Conseil des Affaires étrangères de l'Union européenne, du Sommet des Ministres des Affaires étrangères du G8 et du Sommet du Commonwealth
 - A été responsable de la mise en place de la *Preventing Sexual Violence Initiative* (Initiative pour la prévention des violences sexuelles) (Mai 2012 jusqu'à maintenant), et est intervenue en tant que conseiller à toutes les étapes de cette Initiative, depuis le Protocole international sur la recherche de documentation et les recherches dans le domaine de la violence sexuelle dans les conflits jusqu'au Sommet mondial destiné à mettre fin aux violences sexuelles dans les conflits, en juin 2014
- 2005 – 2010 Conseiller principal du *Shadow Foreign Secretary*
- Chargée de faire progresser la réalisation des objectifs du *Shadow Foreign Secretary (SFS)*, et de la gestion du Cabinet et du personnel
 - A mené des négociations avec les membres du *Shadow Cabinet* (Cabinet fantôme), du *Frontbench* et du Parti parlementaire, au nom du *SFS*, sur des questions délicates de politique et de gestion. S'est vue confier la recherche de solutions et d'accords entre des Députés de haut rang
 - Présentation des objectifs du *SFS* en matière de *FP* à de hauts fonctionnaires étrangers, des diplomates, des journalistes, des universitaires, des groupes de réflexion et des organisations non gouvernementales. Chargée, au nom du *SFS*, de la liaison avec les ambassades étrangères et les ministères des Affaires étrangères
 - A accompagné le *SFS* dans toutes les visites officielles à l'étranger
- 2002 – 2005 Conseiller principal du *Shadow Defence Secretary*
- Principal assistant du *Shadow Defence Secretary*
 - Chargée de superviser l'élaboration et la mise en œuvre de la politique
 - Point de contact principal pour les Chefs de Cabinets, les commandants et fonctionnaires de haut rang du ministère de la Défense ; les responsables de l'industrie de la défense au Royaume-Uni et au niveau mondial ; les universitaires ; et les commentateurs
- 2001 – 2002 MMC Ventures Ltd
- Analyste des risques dans une société de capital-risque qui facilite les investissements de démarrage des sociétés par l'intermédiaire d'un groupe d'investisseurs providentiels
 - Localisation de nouvelles possibilités d'investissement
 - Facilitation des investissements aux sociétés en phase de démarrage
 - Audit d'acquisition, négociation des conditions et gestion de la procédure d'investissement
- 1998 – 2000 Assistant de recherche dans les cabinets des *Shadow Secretaries* des Affaires étrangères et de la Défense
- Coordination et intégration des activités entre les cabinets des *Shadow Ministers* des Affaires étrangères et de la Défense
 - Préparation des réunions préparatoires des débats parlementaires, des articles et des lettres pour les médias nationaux et internationaux
- 1997 – 1998 Bibliothèque de recherche de la Chambre des communes pour les affaires internationales et la défense
- Recherche et analyse en matière de défense et d'affaires internationales pour tous les Députés de tous les partis
- 1993 – 1994 Consultant freelance pour la BBC, ITV & *War Child*
- Réunions d'information et analyse des questions politiques et de sécurité liées à l'Europe de l'Est et aux Balkans occidentaux
- 1990 – 1992 Professeur de langue et littérature anglaises
- Lycée de Gracanica, Bosnie-Herzégovine
 - Professeur à plein temps pour des élèves de 14 à 18 ans

Formation

- 2003 2003 Les enjeux de la politique étrangère des États-Unis (*US Foreign Policy Challenges II*), Washington DC
Programme du Département d'État américain pour les fonctionnaires, les hommes et femmes politiques, les universitaires et les journalistes activement engagés dans l'élaboration ou l'interprétation de la politique étrangère
- 1994 – 1996 Maîtrise de sciences en Histoire des relations internationales, *London School of Economics*, Londres
- 1986 – 1990 Licence de langue et littérature anglaises
Université de Sarajevo, Bosnie-Herzégovine

Langues

- Maîtrise du serbo-croate (Bosnien, Croate, Serbe)
- Allemand, macédonien et slovène lus

4. Koïté Doumbia, Mama (Mali)

[Original : français]

Note verbale

Le Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Coopération Internationale de la République du Mali présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des Etats Parties au Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale à La Haye (Pays-Bas) et a l'honneur de lui soumettre, d'ordre de son Gouvernement, la candidature de Madame Mama KOÏTÉ DOUMBIA à un des postes de membres du Conseil de Direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes de la Cour Pénale Internationale, lors des élections qui auront lieu au cours de la 14^{ème} Session de l'Assemblée des Etats Parties, prévue du 18 au 26 novembre 2015 à La Haye.

Le Curriculum Vitae de Madame Mama Koïté Doumbia est en annexe.

Exposé des qualifications

Le Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Coopération Internationale de la République du Mali présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des Etats Parties au Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale à La Haye (Pays-Bas) et a l'honneur d'attester que Madame Mama Koïté Doumbia, candidate malienne au Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes de la Cour Pénale Internationale, jouit de la plus haute considération morale et est connue pour son impartialité, son intégrité et sa compétence en matière d'assistance aux victimes de crimes graves. Son apport au sein de cet organe sera d'une importance considérable.

Le Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Coopération Internationale de la République du Mali voudrait aussi préciser que Madame Mama Koïté Doumbia, Inspectrice de Jeunesse et des Sports, Présidente de la Plateforme des Femmes du Mali, Présidente de la Coalition Malienne de la Cour Pénale Internationale / CM-CPI depuis 2012, est Chevalier de l'Ordre National du Mali et a reçu le Mérite National du Mali avec Effigie Abeille - titres honorifiques prestigieux attestant des qualités morales et professionnelles de Madame Mama Koïté Doumbia.

Informations personnelles

Nom :	KOÏTÉ
Prénom :	Mama épouse DOUMBIA Mme
Situation Matrimoniale :	Mariée + 5 enfants
Profession :	Inspectrice de Jeunesse et des Sports
Fonction actuelle :	Présidente de la Plateforme des Femmes du Mali
Nationalité :	Malienne

Titres honorifiques

- Mérite National du Mali avec Effigie Abeille
- Chevalier de l'Ordre National du Mali
- Chevalier du mérite Africain (Addis Abeba) 2007
- Prix International Minerva (Italie) 2007
- Gender Awards 2011 (Dakar)

Carrière dans la société civile

- Secrétaire à l'Éducation et à la Culture du Bureau Exécutif National de la Coordination des Associations et ONG du Mali (CAFO-MALI) 1998– 2002
- Membre de la Commission Nationale de l'Éducation à la Paix. 2000-2002
- Membre du Comité National d'Action contre les pratiques néfastes et les mutilations sur les Femmes. 2000
- Secrétaire aux Relations Extérieures de la Coordination des Associations et ONG Féminines du Mali (CAFO – MALI) Participation à plusieurs Forums Nationaux de haut niveau. 2002-2008
- Présidente élue de FEMNET, Réseau de Développement et de Communication des Femmes Africaines basée à Nairobi. (2 mandats) 2003-2007 / 2007-2010
- Membre du Comité Exécutif de la Conférence des ONG ayant des Relations Consultatives avec les Nations Unies (CONGO). 2003-2007
- Membre du Comité Permanent du Conseil Économique Social et Culturel de l'Union Africaine (ECOSOCC). 2005-2009
- Présidente du Groupe Sectoriel Genre et Questions connexes/ECOSOCC/Union Africaine. 2005-2009
- Vice-Présidente du Conseil Économique Social et Culturel de l'Union Africaine /ECOSOCC/UA depuis 2011 à 2014
- Vice-Présidente de l'Association Internationale Genre en Action/Espace Francophone 2009-2014
- Membre du Comité Mondial des Femmes sur le suivi des recommandations du Forum sur le Financement du Développement/Women's Working Group on FfD /WWG/FfD depuis 2008
- Membre du Task Force des Nations Unies pour les Hearings de de la Société Civile et du Secteur Privé en prélude au Sommet du Millénaire de Juin à Septembre 2010 à New York
- Membre du Groupe des experts sur l'Efficacité de l'Aide/Suivi de la Déclaration de Paris
- Membre de la Société Civile de IATI /Initiative Internationale sur la Transparence
- Membre de la Coordination du Réseau des Femmes des Pays Moins Avancés/PMA
- Membre de la Coalition Internationale sur la Promotion de la Responsabilité de Protéger/R2P
- Chargée de Communication du Réseau Paix et Sécurité des Femmes de l'Espace CEDEAO/REPSFECO/Mali
- Présidente de la Coalition Malienne de la Cour pénale internationale/CM-CPI Mali depuis 2012
- Membre fondatrice du Réseau Francophone pour l'Égalité Femmes Hommes/OIF
- Membre du Groupe Consultatif de la Société Civile ONU /Femmes Afrique de l'Ouest et du Centre
- Présidente de la Plateforme des Femmes du Mali pour la Paix et la Réconciliation Nationale

Carrière syndicale

- Militante syndicale. Secrétaire Générale, 1972-2012
- Présidente du Comité des Femmes du SNEC
- Formatrice au Programme Africain de Développement de la Participation Démocratique des Travailleurs (PADEP Mali) Projet OUSA/FNV (PAYS BAS)
- Présidente de la Commission Nationale de Femmes Travailleuses du Mali./CNFT/UNTM
- Membre Élu du Comité Africain de l'Internationale de l'Éducation/Région Afrique (IERAF), Coordinatrice du Projet de la Promotion des Femmes (PFE) de l'Internationale de l'Éducation au Mali

- Membre de la Cellule de Pilotage du Projet PAMODEC du BIT au Mali
- Membre du Conseil d'Administration du Bureau International du Travail/BIT
- Présidente du Réseau de Développement et de Communication des Femmes maliennes/MUSONET
- Membre du Groupe des Féministes du CPDE/Efficacité de Développement
- Présidente de la Plateforme des Femmes Leaders du Mali 2015

Formations reçues

- Académique : Professeur d'Histoire et Géographie/École Normale Bamako 1968-1972
- Formation en Animation Socioculturelle/ École Internationale de Bordeaux 1978
- Inspectrice de Jeunesse et des Sports depuis 2000
- Formation en Gestion des Systèmes de Formation au Bureau International du Travail (BIT) Turin/Italie
- Formation Globalisation de l'Économie et son impact sur le Monde du Travail
- Formation en Droits des « Femmes et Leadership » IAD (Institut Africain de Développement) /UNIFEM
- Formation « Genre et Développement » plusieurs séminaires niveaux : base; moyen et supérieur
- Formation en plaidoyer avec l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie
- Formation en droits civils, politiques, économiques et culturels Bamako
- Formation en leadership féminin Accra 2009
- Certificat Formation sur Femme et Paix : Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies/New York
- Certificat de Formation des formatrices sur l'Intégration du Genre dans le Maintien de Paix/Union Africaine/Nazareth (Éthiopie) 2011
- Certificat de Médiatrice/Négociatrice de Conflits par ONU/Femmes2012
- Certificat de formation en surveillance des Droits de l'Homme/MINUSMA 2013 Bamako
- Certificat Formation sur Gouvernance du Secteur de la Sécurité dans la Prévention des Conflits/Centre international Kofi Annan Accra/2013
- Certificat Droit International Pénal/DIP Institut des Droits de l'Homme France

Publications

- Livret sur les *Droits des Femmes Travailleuses au Mali* (Novembre 1999) Financement projet BIT INT/94/MO9NET
- Genre et Politiques Néo libérales/Colloque Rabat 2006

Conférences internationales

- Participation aux 42ème, 43ème, 45ème, 46ème, 47ème, 48ème, 49ème, 50ème, 51ème, 52ème, 53ème, 54ème, 55ème, 56ème, 57ème, 58ème, 59ème Session de la Commission de la Condition de la Femme de l'ECOSOC (CSW) à New York (ONU) Mars 98-99-2001-2002-2003-2004-2005-2006-2007-2008-2009-2010-2011-2012-2013-2014-2015
- Conférence Mondiale des Femmes Travailleuses de la Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) Rio de Janeiro (Brésil) 1999. Rapporteur du groupe Francophone
- Conférence Internationale du Travail au Palais des Nations et au BIT à Genève (juin 2002) + (juin 2004)+ juin 2006 +juin 2008 +2010+2011+2012
- Rencontre organisée par l'UNIFEM sur les liens à établir entre les OMD et la PFA de Beijing+10. (Décembre 2004)
- Rencontre des Organisations de la Société Civile à Copenhague sur les Reformes des Nations Unies (Mai 2005) : Présentation sur Gouvernance en Afrique
- Intervenante aux Auditions de la Société Civile sur les Réformes aux Nations Unies (Juin 2005) New York
- Participation aux Forums Sociaux Mondiaux : Bombay (Inde), Bamako(Mali), Nairobi (Kenya) : Organisation du Dialogue des Féministes
- Participation au Forum de Haut Niveau sur l'Efficacité de l'Aide Accra 2008
- Participation à la Conférence de Doha (Qatar) 2008 sur le Financement du Développement sur le Suivi de Monterrey
- Participation à plusieurs activités Pré Sommets de l'Union Africaine

- Sommet Europe - Afrique (Lisbonne 2007)
- Sommet Afrique -Turquie (Istanbul 2008)
- Participation à plusieurs Sommets des Chefs d'État de l'Union Africaine
- Participation à la Conférence de Copenhague sur l'ODM 3 2009 et 2010
- Participation au Sommet de la COP15 sur le Changement Climatique à Copenhague Décembre 2009
- Participation à la COP16 à Cancún au Mexique Décembre 2010
- Participation au « High Level Forum/HLF » sur l'Efficacité de Développement à Busan (Corée du Sud) Novembre 2011
- Participation au Forum de AWID/Association Internationale des Femmes pour le Développement/Istanbul 2012
- Participation à la COP18 Novembre/Décembre 2012 Doha (Qatar)
- Participation COP 19 Varsovie 2013
- Participation à la Conférence des praticiens mondiaux de la société civile sur la Responsabilité de Protéger/Istanbul 2013
- Participation à la Réunion de Haut Niveau sur l'Efficacité de Développement à Mexico Avril 2014 et Juillet 2015 à Addis Abeba

Formatrice

- Droits des femmes travailleuses
- Droits des Femmes et Instruments Juridiques : Nations Unies/Résolutions 1325, 1820, 1888, 1889 du Conseil de Sécurité des Nations Unies
- Droits des femmes en Afrique : Union Africaine : Protocole de Maputo et Déclaration Solennelle des Chefs d'États de l'UA, Instruments CEDEAO

Élections

- Participation à la supervision des Élections Présidentielles au Mali de 2002 et 2007
- Formations et Campagnes de sensibilisation pour la participation des femmes aux élections Municipales, Législatives et Présidentielles 1992, 1998, 2002, 2007, 2009, 2013, 2014 (Malawi)

Distinctions honorifiques

- 2004 : Mérite National du Mali (Présidence République du Mali)
 2005 : Nominée Prix Nobel de la Paix Édition 1000 Femmes du Monde. (Suisse)
 2007 : Chevalier du Mérite Africain (Addis Abeba)
 2007 : Prix International Minerva en or (Italie)
 2007 : Chevalier de l'Ordre National du Mali (Présidence République Mali)
 2011 : Gender Awards 2011 (Dakar)

Langues

- Français : parlé très bien, écrit très bien
 Anglais : parlé passable, écrit passable

5. Micheline, Felipe (Uruguay)

[Original : espagnol]

Note verbale

La Mission permanente de l'Uruguay auprès des Nations Unies à New York présente ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et a l'honneur de se référer à la note verbale ICC-ASP/14/SP/08, datée du 13 mars 2015, concernant la présentation de candidatures à l'élection des membres du Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes, qui se tiendra à La Haye (Pays-Bas), lors de la quatorzième session de l'Assemblée des États Parties du 18 au 26 novembre 2015.

À cet égard, le Gouvernement uruguayen a décidé de présenter la candidature du Docteur Felipe Micheline au Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit

des victimes de la Cour pénale internationale, créé en vertu de l'article 79 du Statut de Rome.

Comme le démontre l'exposé des qualifications ci-joint, la Mission permanente de l'Uruguay auprès des Nations Unies à New York considère que le candidat uruguayen Felipe Michellini jouit de la plus haute considération morale, qu'il est connu pour son impartialité et son intégrité et qu'il est compétent en matière d'assistance aux victimes de crimes graves, si bien qu'il remplit pleinement les exigences énoncées au paragraphe 1 de la Résolution ICC-ASP/1/Res.7 de l'Assemblée des États Parties.

Exposé des qualifications

Le présent exposé est soumis aux termes du paragraphe 6 de la Résolution de l'Assemblée des États Parties relative à la procédure de présentation des candidatures à l'élection et d'élection des membres du Conseil de direction du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes (ICC-ASP/1/Res.7).

M. Felipe Michellini remplit pleinement les critères énoncés au paragraphe 1 de ladite Résolution (ICC-ASP/1/Res.7) : « les candidats doivent jouir de la plus haute considération morale, être connus pour leur impartialité et leur intégrité et être compétents en matière d'assistance aux victimes de crimes graves ».

M. Felipe Michellini possède les qualités requises en tant que personne jouissant d'une haute considération morale, et faisant preuve d'impartialité et d'intégrité. Toutes ces qualités ont été décisives dans sa nomination, par l'actuel Président de la République orientale de l'Uruguay, le Dr Tabaré Vázquez, au groupe de travail vérité et justice (Grupo de Trabajo por Verdad y Justicia) ; ce groupe se compose de sept citoyens dont la carrière démontre l'indépendance d'esprit, l'équanimité et une totale autonomie dans l'accomplissement de leurs devoirs afin de mener à bien une tâche de la plus haute importance : enquêter sur les crimes contre l'humanité commis en Uruguay dans un passé récent (décret CM/118 du 19 mai 2015).

La réputation de M. Michellini n'est en rien usurpée. Depuis le début de sa carrière, il s'est employé aux niveaux national et international à défendre les victimes de gouvernements autoritaires. Il y a lieu de noter le rôle qu'il a tenu dans l'équipe technique des Nations Unies appuyant le travail de l'Organisation afin de contribuer aux accords de paix négociés dans le contexte de la Commission vérité (1992-1993). M. Michellini a également été délégué de la Commission ad hoc chargée d'épurer les forces de sécurité dans le cadre du processus de réunification de l'El Salvador.

L'engagement de M. Michellini en faveur de la justice et de la lutte contre l'impunité – éléments au cœur du Statut de Rome fondant la Cour pénale internationale – est évident, qu'il s'agisse de ses publications, de ses interventions parlementaires ou de son activisme permanent. Il a constamment cherché, dans le cadre de son travail, que ce soit en tant que professeur ou en tant que parlementaire, à promouvoir l'universalité et la mise en œuvre intégrale du Statut de Rome. Il a tenu un rôle important dans la conception, la création et la mise sur pied de l'Assemblée consultative des parlementaires pour la CPI et l'État de droit, instituée par l'organisation non gouvernementale Action mondiale des parlementaires. Il a participé à cette assemblée en tant qu'organisateur, modérateur, rapporteur et orateur, tout en siégeant à son comité exécutif et en présidant son programme sur le droit international et les droits de l'Homme.

Outre son engagement avéré visant à traduire en justice les auteurs des crimes les plus odieux, M. Michellini a acquis une grande expérience au sein de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO). Il a tenu le rôle de vice-président du Conseil exécutif et a participé à la conférence ibéro-américaine sur la justice (Reunión Iberoamericana de Justicia) en tant que vice-ministre et secrétaire du Ministère de l'éducation et de la culture. Il a été membre pendant vingt ans du Parlement et de PARLASUR, organe législatif du MERCOSUR (Marché commun du Sud) et a, en tant que tel, appuyé l'accord de coopération entre ce dernier et la Cour pénale internationale. Son travail de professeur l'a en outre amené dans diverses universités en Amérique latine, en Europe et aux États-Unis.

Au vu de ces qualifications, il est clair que M. Felipe Michelini possède toutes les qualités requises pour poursuivre les fins et les objectifs du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes dans sa recherche de financement en accord avec les critères établis, ainsi que pour l'établissement de critères justes pour ses opérations.

Résumé et vue d'ensemble

- Avocat spécialisé dans les droits de l'Homme et la justice internationale, docteur en droit et en sciences sociales de la Faculté de droit de l'Universidad de la República 1987 (UDELAR), Montevideo ; diplôme LL.M de la Faculté de droit de Columbia, New York (1992)
- Actuellement commissaire honoraire à Montevideo du *Grupo de Trabajo por Verdad y Justicia* (groupe de travail Vérité et Justice), établi par le Président uruguayen Tabaré Vázquez ; et président de la *Comisión Administradora del Rio de la Plata* (CARP, commission d'administration du Rio de la Plata), délégation uruguayenne à Buenos Aires – Montevideo
- Coauteur de l'ouvrage *Introducción al Derecho Internacional de Protección de los Derechos Humanos* (introduction au droit international régissant la protection des droits de l'Homme), FCU 2012, Montevideo
- Professeur chargé de cours sur les droits de l'Homme à la Faculté de droit de l'Universidad de la República (UDELAR). Cours dispensés à l'Institut interaméricain des droits de l'Homme (IIDH, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, ou IHR, Inter-American Institute of Human Rights) ; à l'École nationale de police ; à la Faculté des sciences sociales de l'UDELAR ; diplôme supérieur en droits de l'Homme, développement et État de droit, Facultad de Ciencias Sociales de l'UDELAR (FLACSO – Uruguay, Faculté des sciences sociales) ; dans le cadre du diplôme post-grade en droit international et droits de l'Homme : droit international public, diplomatique et consulaire, *Instituto Artigas del Servicio Exterior* (IASE, institut du Ministère des Affaires étrangères), Faculté de droit (UDELAR)
- Présentations et allocutions en tant qu'invité dans diverses universités en Amérique latine, en Europe et aux États-Unis
- Publication d'articles dans des journaux spécialisés nationaux et internationaux
- Auparavant, parlementaire uruguayen (parti Nuevo Espacio et Frente Amplio, de 1994 à 2015) membre du Parlement du MERCOSUR (PARLASUR). Sous-secrétaire d'État/vice-ministre de l'éducation et de la culture, et ministre par intérim de l'éducation et de la culture de l'Uruguay (2005 à 2009)
- Membre de l'Action mondiale des parlementaires (PGA, Parliamentarians for Global Action), du comité exécutif de cette association et coordonnateur du programme sur le droit international et les droits de l'Homme (2011-2015)
- Vice-président du Conseil exécutif de l'UNESCO (2005-2007). Conseiller auprès du Secrétariat des Nations Unies pour la commission Vérité d'El Salvador (1992-1993). Directeur du Centro por la Justicia y el Derecho Internacional del Sur (CEJIL-SUR) de 1993 à 1994. Membre fondateur de l'Observatorio de Políticas Públicas de Derechos Humanos en el MERCOSUR (OPPDHM) en 2004. Participant au Human Rights Advocates Program du Centre des droits de l'Homme de l'Université de Columbia (1990), ainsi qu'au Americas Project du *Baker Institute* de l'Université Rice (2000). Dans sa jeunesse, implication active dans les mouvements étudiants et travail au sein de diverses organisations de la société civile

Informations personnelles

- Né le : 24 janvier 1961
- Marié
- Un enfant

Formation

- Diplôme LL.M de la Faculté de droit de Columbia, New York (1992)
- Diplôme du cours interdisciplinaire de l'Institut interaméricain des droits de l'Homme (IIDH, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, ou IHR, Inter-American Institute of Human Rights), San José de Costa Rica (1991)

- Doctor en Derecho y Ciencias Sociales (docteur en Droit et sciences sociales), Faculté de droit de l'Universidad de la República (UDELAR), Montevideo (1987)
- Parajuriste, Faculté de droit de l'Universidad de la República (UDELAR), Montevideo (1985)

Activités universitaires

Professeur

- Professeur chargé de cours sur les droits de l'Homme, Faculté de droit de l'Universidad de la República (UDELAR) depuis 1993
- Jury d'honneur pour le Human Rights Essay Award, Academy on Human Rights and Humanitarian Law, Washington College of Law, American University, Washington D.C., 2015
- Diplôme supérieur en droits de l'Homme, développement et État de droit, Facultad de Ciencias Sociales de l'UDELAR (FLACSO – Uruguay, Faculté des sciences sociales), 2014, Montevideo
- Diplôme post-grade en droit international et droits de l'Homme : droit international public, diplomatique et consulaire, Instituto Artigas del Servicio Exterior (IASE, institut du Ministère des Affaires étrangères), Faculté de droit (UDELAR), Montevideo, 2014
- Cours post-grade sur les organisations internationales et l'intégration, Faculté des sciences sociales de l'UDELAR, 2010 et 2012, Montevideo
- Cours interdisciplinaire, Institut interaméricain des droits de l'Homme (IIDH, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, ou IIHR, Inter-American Institute of Human Rights), San José de Costa Rica, 2006
- École nationale de police (accord avec la Faculté de droit UDELAR, Montevideo), 2002-2003
- Droit d'urbanisme, Faculté d'architecture (UDELAR), Montevideo, 1988

Publications

- « Introducción al Derecho Internacional de Protección de los Derechos Humanos », coauteur avec Banfi, Analia, Fundación de Cultura Universitaria (FCU)-Fundación Zelmir Michelini (FZM)- Observatorio de Políticas Públicas de Derechos Humanos en el MERCOSUR (OPPDHM), 2012, Montevideo
- « Reflections on Uruguayan Law N° 18831 a Year After Its Enactment », 20 N° 3 Hum. Rts. Brief, Human Rights Brief, American University Washington College of Law, Washington
- « Contra la cultura de la impunidad. Reflexión, compromiso y aprendizajes frente a los nuevos desafíos », Luchas contra la impunidad - Uruguay 1985-2011, Fried, Lessa compiladoras, Ed. Trilce, Montevideo
- « Cruce de Caminos - Aportes para la discusión en la izquierda » - Reportaje y compilación de artículos y discursos, Editorial Portavoz, août 2009, Montevideo
- Articles universitaires : « Artículo Primero », « Human Rights Brief », « No te Olvides », « Revista del Instituto Interamericano de Derechos Humanos »
- Articles et entretiens traitant d'opinions et de politique : « Brecha », « la diaria », « Búsqueda », « Rumbosur », « Tiempo de Cambio » y « Voces », éditorial <http://www.uypress.net>

Présentations et allocutions en réponse à une invitation

- | | |
|--|---|
| - Stanford University (2015), | - Widener University (1993), |
| - University of California Los Angeles (UCLA) (2015), | - University of Oxford (2012), |
| - California State University Los Angeles (CALSTATE) (2015), | - University of York (2012), |
| - Columbia University (2011), | - Universidad de Buenos Aires (UBA) (2013), |
| - New York Law School (1990), | - Universidad de San Martín (2004), |
| - Barnard College (1993), | - Universidad Torcuato di Tella (2007), |
| - Harvard University (2014), | - Universidad Federal de Paraíba (2010), |
| - Florida International University (FIU) (2014), | - Universidad Federal de Brasilia (2004), |
| - Oklahoma University (OU) (2008), | - Universidad de la República (Udelar)(2015), |

- Universidad Católica Dámaso A. Larrañaga (UCUDAL) (2006),
- Universidad de la Empresa (UDE) (2012),
- Institut interaméricain des droits de l'Homme (IIDH, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, ou IIHR, Inter-American Institute of Human Rights) (2006),
- UNICEF (2009),
- Association des études latino-américaines (Latin American Studies Association, LASA) (1991),
- Agencia Española de Cooperación Internacional y Desarrollo (AECID) (2010),
- Friedrich Ebert Stiftung (FESUR) (2011),
- Fundación Jean Jaurés (2002),
- Olof Palme International Center (2003),
- Universidad para la Paz (UPAZ) (2002),
- Action mondiale des parlementaires (PGA, Parliamentarians for Global Action) (2014)

Activités parlementaires

- Membre de la Chambre des députés de la República Oriental del Uruguay sur les mandats suivants : 1995-2000 ; 2000-2005 ; 2005-2010 et 2010-2015. Vice-président en 1988
- Membre de la commission traitant de la Constitution, du Code, de la législation générale et de l'administration, au cours de tous ces mandats. Président en 2004
- Membre des commissions spéciales traitant des addictions, de la population et du développement, des situations de violence, du bien-être animal, et des commissions communes avec le Sénat s'agissant du système pénitentiaire et des droits de l'Homme
- Membre de la délégation uruguayenne auprès du PARLASUR de 2010 à 2014 ainsi que membre du comité traitant des affaires juridiques
- Membre de l'Action mondiale des parlementaires (PGA, Parliamentarians for Global Action), du comité exécutif (2011 à 2015) et coordonnateur du programme sur le droit international et les droits de l'Homme (2011 à 2015)

Activités gouvernementales

- Commissaire honoraire du *Grupo de Trabajo por Verdad y Justicia* (groupe de travail Vérité et Justice), 2015, Montevideo
- Président : délégation uruguayenne auprès de la *Comisión Administradora del Rio de la Plata (CARP)*, commission d'administration du Rio de la Plata, 2015, Buenos Aires - Montevideo
- Sous-secrétaire d'État/vice-ministre de l'éducation et de la culture, et ministre par intérim de l'éducation et de la culture de l'Uruguay (2005 à 2009)
- Vice-président du Conseil exécutif de l'UNESCO, 2005-2007
- Membre du conseil de la commission Fulbright pour l'Uruguay, 2006-2009
- Président du comité délégué à la conférence des ministres de la Justice des pays ibéro-américains, 2006-2008
- Représentant de l'Uruguay à la conférence des ministres de la Justice des pays américains, 2008
- Représentant de l'Uruguay pour les discussions à haut niveau du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies, 2009
- Membre de la Junta Nacional de Drogas de Uruguay (agence gouvernementale chargée d'élaborer les politiques s'agissant des stupéfiants et de coordonner les efforts afin de lutter contre leur consommation et leur trafic en Uruguay), 2005-2009
- Coordonnateur du groupe interinstitutionnel pour la promotion de la culture uruguayenne (GIPUC), 2005-2009
- Délégué et président du conseil national honoraire chargé de formuler des propositions relatives à l'enfance et à l'adolescence, 2005-2009
- Coordonnateur du comité national des activités équestres, 2007-2009

Activités professionnelles et citoyennes

- Membre fondateur de l'Observatorio de Políticas Públicas de Derechos Humanos en el MERCOSUR (OPPDHM) en 2004
- Participant à l'Americas Project, du Baker Institute de l'Université Rice (2000)
- Directeur de l'Instituto de Solidaridad y Desarrollo (institut pour la solidarité et le développement), 1996

- Conseiller auprès de l'Institut interaméricain des droits de l'Homme (IIDH, Instituto Interamericano de Derechos Humanos, ou IHR, Inter-American Institute of Human Rights), 1994
- Conseiller auprès du Secrétariat des Nations Unies pour la commission Vérité d'El Salvador (1992-1993)
- Directeur du Centro por la Justicia y el Derecho Internacional del Sur (CEJIL-SUR) de 1993 à 1994
- Participant au programme Human Rights Advocates du Centre des droits de l'Homme de l'Université de Columbia (1990)
- Avocat du Centro de Estudios y Asesoramientos Laborales y Sociales (CEALS, centre des études sur le travail et la société), Montevideo, 1987-1990
- Avocat et parajuriste de l'Acción Sindical Uruguaya (ASU, action syndicale uruguayenne), Montevideo, 1985-1987
- Avocat pro bono en tant que consultant et avocat plaidant, 1987-1990
- Chef de l'Asociación Social y Cultural de Estudiantes de la Educación Pública (ASCEEP, association sociale et culturelle des étudiants de l'éducation publique) et militant au Centro de Estudiantes de Derecho (ASCEEP-CED, centre des étudiants en Droit), 1983-1985

Activités politiques

- Coordonnateur du comité de réforme constitutionnelle du Frente Amplio (2013-2015)
- Coordonnateur du groupe parlementaire du Frente Amplio (2011)
- Membre suppléant du parti Nuevo Espacio, secrétariat du Frente Amplio, 2005-2011
- Membre du conseil exécutif national du parti Nuevo Espacio depuis 1994
- Vice-président de l'Union internationale de la jeunesse socialiste et représentant de cette Union auprès des Nations Unies, 1991-1993

Langues

Langue maternelle : espagnol

Anglais courant

Compréhension du français, du portugais et de l'italien

6. Noguchi, Motoo (Japon)

[Original : anglais]

Note verbale

L'Ambassade du Japon aux Pays-Bas adresse ses compliments au Secrétariat de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et, en référence à la note ICC-ASP/14/SP/08 du 13 mars 2015, a l'honneur d'informer ce dernier que le gouvernement japonais a décidé de nommer à nouveau M. Motoo Noguchi, le Président en exercice du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes, en qualité de candidat à l'élection des membres du Conseil de direction du Fonds d'aide en faveur des victimes qui se tiendra lors de la quatorzième session de l'Assemblée des États parties à La Haye du 18 au 26 novembre 2015.

Sont jointes à cette note le curriculum vitae de M. Motoo Noguchi et une déclaration de qualifications.

Déclaration de qualifications

La présente est une déclaration établie conformément au paragraphe 6 de la résolution de l'Assemblée des États parties quant à la procédure de nomination et d'élection des membres du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes (ICC-ASP/1/Res.7), adoptée le 9 septembre 2002.

M. Motoo Noguchi répond entièrement aux critères énoncés au paragraphe 1 de la résolution précitée : « les candidats doivent jouir de la plus haute considération morale, être

connus pour leur impartialité et leur intégrité et être compétent en matière d'assistance aux victimes de crimes graves. »

M. Motoo Nogushi jouit de la plus haute considération morale, est reconnu pour son impartialité et son intégrité, qualités qu'il a cultivées depuis le début de sa carrière de procureur au ministère de la Justice japonais en 1985. Il a en outre été reconnu internationalement pour son efficacité en qualité de juge international de la Chambre de la Cour suprême des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (CETC) de 2006 à juillet 2012, puis comme Président du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes depuis décembre 2012.

Dans le cadre de ses fonctions en tant que Président du Conseil de direction du Fonds au profit des victimes, M. Noguchi a démontré sa grande compétence en matière d'assistance aux victimes de crimes graves. Sous sa présidence, le Conseil a renforcé les programmes relevant du mandat d'assistance en Ouganda et en RDC, a contribué à la formation d'un cadre légal et pratique pour les réparations ordonnées par la Cour, a sensibilisé au Fonds comme élément essentiel de la justice au sein du système du Statut de Rome, a renforcé les activités du Fonds pour les victimes de violences sexuelles ou sexistes, a adopté le plan stratégique du Fonds pour la période de 2014-2017, a augmenté le volume de contributions volontaires des États Parties à un niveau record et a réussi à trouver de nouveaux donateurs, y compris son pays d'origine, le Japon.

Malgré le statut de bénévole du Président et des membres du Conseil, M. Noguchi consacre une grande partie de son temps, de son énergie et de sa passion à la Présidence du Conseil, et est toujours disponible pour répondre aux demandes que le Secrétariat adresse au Conseil afin d'obtenir des orientations, qu'il coordonne de manière rapide avec les autres membres du Conseil.

M. Noguchi a également démontré sa compétence en matière d'aide aux victimes de crimes graves au cours de son mandat de six années en tant que juge international des ECTC, lors duquel il a jugé des affaires de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocide commis entre 1975 et 1979 sous le régime Khmer rouge. Il est à l'origine d'un jugement et de décisions concernant la réparation des victimes et leur participation en tant que parties civiles.

En sa qualité d'expert chevronné dans le domaine de la justice pénale internationale, il a mené des recherches et donné de nombreuses conférences sur le sujet à plusieurs titres, notamment en tant que professeur de l'Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient (UNAFEI), qu'expert invité à la Présidence de la CPI, en tant que chargé de cours invité à la Yale Law School, et plus précisément au Schell Center for International Human Rights and MacMillan Center for International and Area Studies à Yale, Programme d'Études sur les génocides, et en tant que professeur invité au Programmes de sécurité humaine à École des Arts et des sciences de l'Université de Tokyo.

Au niveau national, M. Noguchi travaille au ministère de la Justice depuis trente ans, soit depuis 1985, et est actuellement procureur au Parquet central à Tokyo où il est chargé d'affaires devant la Cour suprême.

Les trois prochaines années sont d'importance capitale pour le Fonds au profit des victimes, de nombreux développements importants étant prévus, notamment l'exécution des toutes premières ordonnances en réparations de la Cour, l'expansion géographique à d'autres pays d'activités menées dans le cadre du mandat d'assistance et les efforts constants pour renforcer la base financière du Fonds, en particulier en encourageant les dons du secteur privé. Étant donné le départ d'au moins deux éminents membres du Conseil au terme de leur second mandat, y compris de l'ancien Président, la présence continue de M. Noguchi au Conseil contribuera à maintenir l'élan actuel et la cohérence stratégique du Conseil.

M. Noguchi est donc le candidat le mieux placé pour représenter les pays asiatiques au sein du Conseil du Fonds au profit des victimes lors des élections qui se tiendront durant l'Assemblée des États Parties en 2015.

Informations personnelles

Nom de famille Noguchi
 Prénom Motoo
 Sexe masculin
 Date de naissance 1^{er} avril 1961
 Nationalité japonaise
 État civil marié
 Critère régional Asie/Pacifique

Langues

Japonais Langue maternelle
 Anglais Avancé
 Français Notions de base

Diplômes et formation

Avril 1983-mars 1985 : Institut de formation et de recherche juridique de la Cour suprême du Japon, diplôme du barreau national
 Avril 1979-mars 1983 : Université de Tokyo, Faculté de droit, Licence de droit

Expérience professionnelle

12/2012 – à ce jour Président de la Commission des directeurs, Fonds au profit des victimes, Cour pénale internationale
 04/2014 - à ce jour Procureur, Bureau des procureurs généraux, Division des appels au ministère de la Justice, Japon ; engagement de poursuites dans des affaires criminelles devant la Cour suprême
 09/2009 - à ce jour Professeur invité, université de Tokyo, École supérieure des arts et des sciences ; organisation de séminaires sur l'État de droit et la justice pénale internationale
 06/2012 - 04/2014 Directeur de la Coopération internationale, Ministère de la Justice, Département, Institut de recherche et de formation ; direction du service d'assistance juridique et technique au ministère de la Justice en faveur des pays en justice transitoire à travers des programmes japonais d'Aide public au développement (APD)
 05/2006 - 07/2012 Juge international, chambre de la Cour suprême, Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens (ECCC ou procès Khmers Rouges), Nations-Unies : arbitrage de dossiers de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et génocide commis entre 1975 et 1979 pendant le régime des Khmers Rouges, décisions relatives à la participation et aux réparations des victimes. A également siégé en tant que membre actif en séances plénières à la Commission des procédures et règlements et à la Commission de l'administration juridique
 06/2004 - 07/2012 Professeur à la UNAFEI (Institut des Nations-Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Asie et en Extrême-Orient), ministère de la Justice ; promotion des standards internationaux et renforcement de la coopération mutuelle au sein des pays membres des Nations-Unies dans le domaine de la prévention des crimes et de la justice pénale
 06/2004 - 04/2014 Avocat au Bureau des Affaires juridiques internationales, division des Affaires juridiques internationales, ministère des Affaires étrangères ; fourniture de conseils juridiques relatifs à l'État de droit, à la justice pénale internationale et au droit humanitaire international
 04/2004 - 06/2004 Procureur (chef de la section des Affaires étrangères et de la section de la délinquance juvénile, Bureau des procureurs publics du district de Tokyo, branche de Hachioji), ministère de la Justice ; responsable des enquêtes criminelles et réquisitoires pour la partie ouest de Tokyo
 03/2000 - 03/2004 Conseil au Bureau du Conseil général, Banque asiatique du développement ; a développé puis mis en œuvre les activités de la Banque asiatique du développement (ADB) dans la lutte contre le blanchiment de l'argent et contre le financement du terrorisme afin de promouvoir la mise

en conformité des pays membres aux standards internationaux. Également engagé dans le financement de projet et l'assistance technique fournis par la ADB

- 04/1996 - 03/2000 Professeur à l'Institut de formation et de recherche, ministère de la Justice : responsable de la programmation, de la mise en œuvre et de l'organisation de conférences relativement à des programmes de formation pour i) des procureurs japonais et autres fonctionnaires du ministère, et ii) pour des professionnels du droit de pays asiatiques en développement dans le cadre de programmes japonais d'Aide public au développement (APD)
- 04/1985 - 03/1996 Procureur au ministère de la Justice ; responsable des enquêtes criminelles, des poursuites, procès et appels de différentes sortes de crimes, notamment les crimes graves dans les Bureaux de districts des procureurs publics

Autres activités professionnelles

- Membre du Comité consultatif , Commission présidentielle enquêtant sur les plaintes relatives aux personnes portées disparues, Sri Lanka
- Membre du Comité de rédaction, coll. de droit pénal international Brill
- Membre du Comité consultatif, Forum pour le droit pénal international et le droit humanitaire (FICHL)
- Membre du Comité consultatif, Réseau matrice des Affaires (CMN)
- Membre du Comité consultatif, Commission Wildlife Justice (WJC)
- 2008-2009 : membre de la Faculté de l'Asian International Justice Initiative's 1st and 2nd Summer Institute (Bangkok et Bali)
- Septembre 2006-août 2007 : Personnalité invitée de l'École de droit de Yale, Centre Schell pour les droits de l'homme internationaux ; personnalité invitée du Centre MacMillan pour les études internationales et régionales de Yale, programme d'étude sur le génocide (a dirigé des recherches sur la justice pénale internationale)
- Mai 2007 : membre de la Faculté de l'Institut international d'Études supérieures sur les sciences criminelles (ISISC), Sixième cours de spécialisation sur le droit pénal international, La justice d'après conflit, Siracuse, Italie
- Juin 2005-juillet 2005 : Professionnel invité, Présidence, Cour pénale internationale (a mené une recherche afin de préparer l'adhésion du Japon au Statut de Rome)
- Septembre 1992-août 1993 : Chercheur invité, université de Washington, École de droit, Seattle, États-Unis

Publications les plus pertinentes

- *Cour pénale internationale : Juger les crimes internationaux les plus graves*, 2^e éd., chap. 7, « Le Fonds en faveur des victimes et ses activités » (Toshindo, 2014, en japonais)
- Cycle de conférences sur les droits de l'homme internationaux, vol. 4 : « Mise en œuvre des droits de l'homme internationaux », chap. 25, « Structure juridique et défis sur le plan pratique de la ECCC (Chinzancha, 2011, en japonais)

Séminaires les plus pertinents

- « La Réhabilitation psychologique des victimes », mars 2015, La Haye
- « Plan stratégique du Fonds au profit des victimes et Rapport sur les victimes de violences sexuelles ou sexistes », décembre 2014, New York
- « Soutenir les survivantes de violence sexuelles par une assistance et des réparations, grâce au Fonds au profit des victimes de la Cour pénale internationale », juin 2014, Londres
- « Des médecins pour les droits de l'homme : juges des cours nationales et internationales ayant une expérience dans le jugement des affaires de violence sexuelle pendant un conflit », juin 2014, Londres
- Douzième session, sixième session plénière de l'Assemblée des États Parties : « Discussion à propos des victimes », La Haye, novembre 2013
- « Lancement d'une évaluation externe des programmes du Fonds au profit des victimes dans le nord de l'Ouganda et en République démocratique du Congo, vers une perspective d'interventions à venir », La Haye, novembre 2013

- « La Cour pénale internationale a dix ans : mettre l'accent sur les victimes », Tallinn, septembre 2012
- « Pour conclure la Conférence de la structure d'experts en procédure pénale internationale », La Haye, 2011
- Rencontres, dans le cadre de l'Organisation consultative juridique Asie-Afrique (AALCO), des experts juridiques du Statut de Rome de la Cour pénale internationale : questions et défis, Kuala Lumpur, 2011
- Institut Brandeis pour magistrats internationaux (BIIJ) 2010 : « Vers un État de droit international », Salzbourg, 2010
- Séminaire international sur « Le respect des lois et les activités de protection des témoins et des victimes », Jakarta, 2010
- Symposium sur « Les nouveaux développements du droit pénal international », Pékin, 2009
- « Défis concernant le procès des Khmers rouges », Symposium international à propos des études sur le génocide et de la construction de la paix », université de Tokyo, 2008
- Conférence sur la justice pénale internationale, Turin, Italie, 2007

Divers

- Certificat de réussite, Sécurité avancée sur le terrain (ASITF), Département des Nations-Unies de la Sûreté et de la Sécurité, juillet 2013
-